

Royaume Uni menace : Brexit oui ou oui.



Le premier ministre du Royaume Uni, Boris Johnson, enhardi par le soutien qu'il a reçu du président des États-Unis, Donald Trump, a annoncé au cours du sommet du G7, à Biarritz, que le 31 octobre son pays quittera l'Union Européenne avec ou sans accord.

Il s'agit d'une position extrême et dangereuse car si la pire variante du Brexit en venait à être appliquée, c'est-à-dire, la non-signature d'un accord fixant les conditions légales, fiscales et commerciales à court et à moyen terme, une période de chaos suivrait.

Boris Johnson a également mis l'accent sur le fait que si un divorce sans accord a lieu, il refusera de payer les 43 milliards d'euros que Bruxelles exige comme compensation pour l'abandon, par Londres, des obligations communautaires.

Il faudrait alors s'attendre au début de toute une série de poursuites devant des tribunaux de justice et commerciaux et d'entités internationales, par des entreprises aussi bien que par des gouvernements et même par des personnes naturelles qui pourraient se sentir lésées par cette attitude extrémiste du gouvernement britannique.

Reste à savoir si les corporations et les entités du Royaume Uni réussiront à maintenir la confiance dans le monde des affaires après avoir abandonné de façon irresponsable ses obligations envers ceux qui ont

été ses partenaires pendant plus de 50 ans.

Tout semble indiquer que Boris Johnson est en train de se cramponner totalement à la promesse de Donald Trump, à savoir, qu'après un Brexit sans accord, ils signeront un accord commercial sans précédents.

C'est ce qu'a répété le chef de la maison-Blanche au cours de la réunion du G7 à Biarritz, ou il a dit qu'il s'agira de l'accord le plus important de l'histoire des relations entre le Royaume Uni et les États-Unis.

Ce soutien illimité à Boris Johnson est une trahison claire de Washington à l'Union Européenne et il aura sans aucun doute des conséquences très négatives pour les deux parties. Il démontre aussi que le président Trump n'a pas le moindre sens de la loyauté envers une région qui a tant de fois cédé à ses caprices même au détriment de ses propres intérêts.

La situation en est à un point grave. Si Londres insiste sur sa double menace : quitter l'Union Européenne sans accord et ne pas honorer la compensation qu'exige Bruxelles, une guerre commerciale et financière éclaterait entre les deux parties.

Certains pensent que Boris Johnson est en train d'essayer d'obtenir la tenue d'élections anticipées avant octobre pour obtenir un nouveau mandat négociateur pour éviter un désastre.

L'Union Européenne a une position ferme. Elle souligne qu'il n'y a plus rien à négocier après l'accord signé avec Theresa May, accord qui, soi dit en passant, lui a coûté le poste. Dans de telles circonstances, l'ingérence des États-Unis n'aide personne et elle touche tous et si le premier ministre britannique était un peu plus intelligent il ferait mieux de dire à Trump : « pour le moment, mon pote, ne m'aides pas!

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/200041-royaume-uni-menace-brexit-oui-ou-oui>



Radio Habana Cuba